

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2019

RAPPORT A MI-PARCOURS SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2019

(FIN JUIN 2019)

Le présent rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2019 vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2019 à travers l'évaluation de l'évolution des hypothèses macroéconomiques, l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses.

1^{ère} PARTIE : EVALUATION AU PREMIER SEMESTRE 2019 DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

I.1. AU PLAN INTERNATIONAL

Au cours du premier semestre de l'année 2019, l'économie au niveau mondial a été marquée d'une part par une intensification des tensions commerciales entre les Etats Unis d'Amérique et ses principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine, et d'autre part par les incertitudes relatives aux conditions de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne et les regains des tensions géopolitiques.

Elle a également enregistré par rapport à la même période de 2018, une baisse des cours du cacao (-3,5%), du pétrole brut (-6,6%), du coton (-11,3%), du café (-13,1%), de l'or (-0,8%), de l'huile de palme (-19,4%), du sucre (-1,6%), ainsi qu'une dépréciation de de l'euro face au dollar américain (-6,7%), au yuan renminbi (-0,5%), à la livre sterling (-0,7%), au Yen (-5,6%) et au dollar Canadien (-2,6%).

Par ailleurs, l'activité économique a connu un ralentissement par rapport aux prévisions en rapport avec les performances moindres enregistrées au niveau des pays émergents et des pays en développement, en dépit de la forte croissance enregistrée dans certains pays avancés.

Ainsi, la croissance du PIB mondial devrait s'établir à 3,2 % en 2019 contre une prévision initiale de 3,3%, en retrait par rapport à l'année précédente où elle s'est située à 3,6%.

Elle pâtirait de l'évolution modérée de l'investissement et de la demande de consommation qui a affecté principalement le secteur manufacturier.

I.2. AU PLAN NATIONAL

Le premier semestre enregistre une bonne évolution de l'activité économique grâce à la réalisation des grands chantiers publics inscrits dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et à la poursuite de l'exécution des projets structurants.

En effet, la réalisation des projets structurants se poursuit avec, entre autres, les travaux d'infrastructures déjà en cours en 2018 et le démarrage de nouveaux projets, notamment la construction de la première ligne du métro d'Abidjan et la réalisation du 4^{ème} pont.

Par ailleurs, grâce à l'amélioration du climat des affaires, le CEPICI a enregistré au cours du semestre 8 547 créations d'entreprises, soit une augmentation de 15,1% par rapport au nombre d'entreprises créées au cours de la même période l'année précédente.

Evolution du secteur primaire

Le secteur primaire connaît une bonne tenue à fin juin 2019. Les productions des principaux produits d'exportation connaissent une bonne évolution par rapport à la même période en 2018. En effet, les productions de coton, de banane, d'ananas, de cacao et de sucre enregistrent des hausses respectives de (+29,5%), (+23,4%), (+11,8%), (+9,9%) et (+0,7%).

Cette performance est liée à plusieurs facteurs dont l'exécution en cours du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2), les réformes dans les différentes filières agricoles, l'appui des partenaires au développement et les conditions climatiques favorables.

Toutefois, la production du café connaît un recul (-20,5%), ainsi celle de l'anacarde (-30,9% à fin mai 2019) qui pâtit des difficultés de commercialisation consécutives à la baisse des prix internationaux.

Evolution du secteur secondaire

Le secteur secondaire connaît une embellie provenant à la fois de l'activité industrielle et des BTP. En effet, l'activité industrielle augmente de 7%, principalement en raison du dynamisme des industries extractives (+19,4%). La branche « Electricité gaz et eau » (+6,1%) et les industries manufacturières (+5,3%) enregistrent également une évolution positive, de même que le secteur des BTP qui affiche une progression de 4,2%, en raison de la poursuite de la réalisation des investissements publics dans les infrastructures et du dynamisme des activités du bâtiment.

Evolution du secteur tertiaire

Concernant le secteur tertiaire, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détails (ICA) et le transport s'affichent en hausse. En effet, l'ICA progresse de 6,8%. Le transport aérien enregistre une hausse de 6,1% du nombre de passagers transportés et de 7% du nombre de passagers commerciaux (qui n'intègre pas les membres d'équipage). Le transport routier a également évolué favorablement (7,6%), au regard de la consommation des carburants super et gasoil. De même, au niveau des transports maritime et ferroviaire, le trafic de marchandises est en hausse de respectivement 12% et 3%.

Evolution d'autres principaux agrégats économiques

L'**Inflation** est ressortie à 0,8% en liaison avec l'augmentation modérée aussi bien des prix des produits non alimentaires (+0,6%) que de ceux des produits alimentaires (1,2%)..

Dans le secteur moderne, le marché de l'emploi se comporte favorablement. Le nombre de salariés s'accroît de 4,9%, correspondant à une création nette de 48 900 emplois sur une année.

Le secteur privé enregistre particulièrement 40 963 nouveaux emplois, soit un recul de 9,2% par rapport au premier semestre 2018 (45 129 nouveaux emplois). Il se présente comme le principal pourvoyeur d'emplois avec une contribution de 84%.

Au niveau des **échanges extérieurs** les marchandises hors biens exceptionnels enregistrent un excédent commercial de 961,8 milliards de FCFA, en progression de 22,1% comparé à l'excédent enregistré à fin juin 2018.

La masse monétaire au sens large (M2) s'accroît également de 7,9% pour ressortir à 715,8 milliards de FCFA, en liaison avec la hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale (+1 161,6 milliards), des créances nettes sur l'économie (+598,1 milliards), atténué par la baisse des actifs extérieurs nets (+739,1 milliards).

Le taux d'intérêt moyen des nouvelles mises en place de crédits ordinaires est ressorti à 6,5%, affichant une augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport à la même période en 2018, en raison principalement d'une durée moyenne des crédits plus longue (22,7 mois contre 2 mois à la même période en 2018).

Au regard de la bonne tenue des activités du secteur réel et de l'évolution favorable de l'environnement international, les perspectives économiques pour l'année 2019 restent favorables avec une croissance du PIB national qui devrait s'établir à 7,5% comme projeté en début d'année.

2^{ème} PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2019

II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

A fin juin 2019, les ressources ont été mobilisées à hauteur de **3.132,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 3.345,9 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 93,6%, essentiellement expliqué par un niveau moindre que prévu des mobilisations sur les marchés monétaire et financier. Ces réalisations sont constituées de 1.809 milliards de FCFA de recettes fiscales, 68,4 milliards de FCFA de recettes non fiscales, 657,9 milliards de FCFA d'emprunts sur les marchés monétaire et financier, 531,2 milliards de FCFA de ressources extérieures et 65,7 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été collectées à hauteur de **1.809 milliards de FCFA** à fin juin 2019, soit un taux de recouvrement de 100,8% par rapport à l'objectif de 1.794,6 milliards de FCFA. Cette performance résulte principalement du bon niveau de recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les revenus du pétrole et du gaz** ressortent à 70,8 milliards de FCFA contre 33,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 37,7 milliards de FCFA résultant essentiellement du paiement de 18,2 milliards de FCFA d'arriérés dus par PETROCI, ainsi que du recouvrement de 21,3 milliards de FCFA au titre d'un enlèvement de pétrole brut initialement prévu au 4^{ème} trimestre ;
- **les taxes sur les produits pétroliers** ont été collectées à hauteur de 181,9 milliards de FCFA pour un objectif de 167,4 milliards de FCFA. L'écart positif de 14,5 milliards de FCFA enregistré résulte, d'une part, des niveaux plus élevés que projetés des volumes des mises à la consommation du gasoil et du super et, d'autre part, d'une taxation plus favorable que prévue du gasoil ;
- **l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** a été perçu à hauteur de 32,8 milliards de FCFA contre un objectif de 20,1 milliards de FCFA, soit un dépassement d'objectif de 12,7 milliards de FCFA essentiellement dû au paiement anticipé de l'IRVM par certaines entreprises ;
- **la Taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de 222,4 milliards de FCA, avec un écart positif de 6 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 216,4 milliards de FCFA en rapport avec le recouvrement de 10 milliards de FCFA d'arriérés auprès du secteur énergie ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** encaissées à fin juin 2019 s'élèvent à 416,6 milliards de FCFA contre une prévision de 411,4 milliards de FCFA, soit un écart positif de 5,2 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par un niveau plus élevé que prévu des mises à la consommation en valeur, en lien avec une hausse du niveau des prix unitaires de 4,5% par rapport aux projections.

Les bons résultats susmentionnés ont toutefois été atténués par les évolutions moins favorables du recouvrement de certains impôts et taxes, notamment :

- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** s'est établi à 196,2 milliards de FCFA, en retrait de 46,9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 243,2 milliards de FCFA. Ce résultat est consécutif aux paiements plus faibles comparativement à la même période en 2018, par les entreprises des secteurs des banques, en raison des dispositions consécutives à la liquidation de SAF Cacao, des télécommunications en lien avec la baisse des volumes de communication et de la baisse des prix du fait de la concurrence et des industries oléagineuses en rapport avec la baisse des cours du caoutchouc ;

- **les taxes à l'exportation** perçues à hauteur de 221 milliards de FCFA, enregistrent un écart négatif de 6,7 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 227,7 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique, d'une part, par une exportation en volume de noix de cajou moins élevée que prévue (460 155 tonnes en réalisation pour un objectif de 544 929 tonnes) et, d'autre part, par un prix CAF sur la noix de cajou en deçà des objectifs (620,29 FCFA/kg pour un objectif de 650,09 FCFA/kg) ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** ont été recouverts à hauteur de 261,2 milliards de FCFA contre une prévision de 267,8 milliards de FCFA. L'écart négatif de 6,6 milliards de FCFA enregistré est principalement lié au non-paiement des salaires des enseignants grévistes, ainsi qu'au recul de 9,2% par rapport à la même période en 2018, de la création des emplois bruts dans le secteur privé au cours du premier semestre 2019 (40 963 nouvelles immatriculations contre 45 129 un an plus tôt).

Les recettes non fiscales ont été recouvertes à hauteur de **68,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 24,8 milliards de FCFA. L'écart positif de 43,6 milliards de FCFA enregistré résulte principalement du paiement de 19,2 milliards de FCFA au titre des licences de télécommunications et de 2,7 milliards de FCFA au titre des dividendes initialement attendus au quatrième trimestre, ainsi que de 20,5 milliards de FCFA au titre des commissions sur transferts.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **657,9 milliards de FCFA** contre un objectif 950,5 milliards de FCFA. Elles comprennent 202,8 milliards de FCFA d'emprunts obligataires par syndication, 90 milliards de FCFA de bons du Trésor, 214,2 milliards de FCFA d'obligations du trésor par adjudication et 150,9 milliards de FCFA d'emprunts sur le marché international.

Quant aux ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de **531,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 509,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 104,2%. Ces ressources comprennent 322,1 milliards de FCFA de tirages sur emprunts-projets (114,2% de taux de mobilisation), 51,6 milliards de FCFA de tirages sur dons-projets (71,7% de taux de réalisation) et 157,5 milliards de FCFA d'appuis budgétaires (101,2% de taux de décaissement).

Les ressources de trésorerie collectées s'établissent à **65,7 milliards de FCFA** et comprennent les recettes affectées au remboursement des crédits de TVA pour 49,8 milliards de FCFA et la part des recettes de TVA reversée au secteur de l'électricité à hauteur de 15,9 milliards de FCFA.

II.2. EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses exécutées à fin juin 2019 s'élèvent globalement à **3.211,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 3.153,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,8%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après :

Le paiement du service de la dette publique s'est chiffré à **1.046,4 milliards de FCFA**, contre une prévision de 957,3 milliards de FCFA. Ces paiements comprennent 637,9 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 408,5 milliards de FCFA pour la dette extérieure.

Les dépenses de personnel se sont situées à **844,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 857,3 milliards de FCFA, soit une sous-consommation de 12,9 milliards de FCFA expliquée essentiellement par le retard observé dans la transmission des dossiers de premier mandatement et l'application de la mesure de suspension des salaires des enseignants grévistes.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **37,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 46,8 milliards de FCFA. Elles comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (27,6 milliards de FCFA), de téléphone (5,6 milliards de FCFA) et d'eau (4,3 milliards de FCFA). L'écart de 9,3 milliards de FCFA s'explique par les retards dans la transmission des factures.

Les subventions et transferts se sont établies à **169,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 185,2 milliards de FCFA, soit un écart de 15,7 milliards de FCFA résultant principalement d'un retard dans l'exécution des subventions aux écoles privées du fait du non-achèvement, avant la fin du mois de juin 2019, des missions de contrôle des effectifs.

Les autres dépenses de fonctionnement, qui concernent principalement les charges de fonctionnement des services, sont ressorties à **271,8 milliards de FCFA** contre 274,9 milliards de FCFA prévus.

Concernant **les dépenses de sécurité et d'élections**, elles s'élèvent à **24,1 milliards de FCFA** et ont concerné principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité.

Quant aux **dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections), elles ont été exécutées à hauteur de **752 milliards de FCFA** contre un objectif de 753,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 99,8%. Ces dépenses ont été financées à 50,3% sur les ressources intérieures et 49,7% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) par ministère et institution fait ressortir que huit (8) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 10%, vingt-six (26) ont réalisé des taux d'exécution compris entre 10% et 50%, et dix (10) ont affiché des taux d'exécution supérieurs à 50%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont situées à **65,7 milliards de FCFA** et comprennent les dépenses effectuées dans le cadre du remboursement de crédits de TVA pour 49,8 milliards de FCFA et celles concernant le reversement de la part des recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité à hauteur de 15,9 milliards de FCFA.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.192,9 milliards de FCFA**, en dépassement de 111,3 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 1.081,6 milliards de FCFA à fin juin 2019.

Le solde budgétaire à fin juin 2019 ressort ainsi à **-364,2 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher fixé à -427,3 milliards de FCFA dans le cadre du programme économique et financier.

CONCLUSION

L'exécution du budget au terme du premier semestre 2019 fait ressortir un niveau de mobilisation des recettes fiscales en ligne avec les objectifs, une maîtrise des charges de fonctionnement globalement contenues dans les prévisions et un niveau satisfaisant d'exécution des dépenses d'investissement.

Ces résultats se traduisent par le respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2019 du programme économique et financier, notamment le niveau de recouvrement des recettes fiscales, le solde budgétaire et l'exécution des dépenses pro-pauvres.

Les efforts de mobilisation des ressources et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement se poursuivront au deuxième semestre 2019, en vue de garantir l'atteinte des objectifs du PND.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au premier semestre 2019, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin juin 2019)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 606,8	3 279,6	3 066,5	DEPENSES BUDGETAIRES	6 606,8	3 087,1	3 145,7
Ressources intérieures	5 286,9	2 770,0	2 535,3	Dettes publiques	1 821,4	957,3	1 046,4
Recettes fiscales	3 669,1	1 794,6	1 809,0	Dettes intérieures	1 062,4	532,4	637,9
DGI	2 085,9	983,7	983,8	Principal		421,4	514,4
dont FER				Intérêts		111,0	123,6
TRESOR	9,4	4,4	5,7	Dettes extérieures	759,1	424,9	408,5
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 573,7	806,5	819,4	Principal		215,5	204,8
dont FER				Intérêts		209,4	203,7
Recettes non fiscales	188,8	24,8	68,4	Dépenses ordinaires	2 861,1	1 364,2	1 323,1
Privatisation et vente d'actifs	102,0	0,0	0,0	Personnel	1 720,8	857,3	844,4
Transfert des entreprises	1,5	0,0	0,2	Abonnement	104,1	46,8	37,5
Revenus du domaine DGI	32,3	13,6	13,8	Subventions et transferts	391,2	185,2	169,4
Licences de télécommunication	20,6	0,0	19,2	dont subvention au secteur électricité	0,0	0,0	3,5
Intégration ressources additionnelles C2D				Autres dépenses de fonctionnement	645,0	274,9	271,8
Fonds d'Investissement en milieu rural				dépenses sociales ciblées		1,4	0,1
Autres recettes non fiscales	32,5	11,2	35,2	Charges de fonctionnement des services		266,3	258,0
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 429,0	950,5	657,9	Dépenses de sécurité et d'élections	16,6	12,3	24,1
Emprunts obligataires (TPCI)		225,0	202,8	Financement intérieur		12,3	24,1
Bons et obligations du Trésor		225,5	304,2	dont investissement			
Eurobonds		500,0	150,9				
Autres emprunts							
Ressources extérieures	1 319,9	509,7	531,2	Dépenses d'investissement	1 907,7	753,3	752,0
Appuis budgétaires	232,1	155,6	157,5	Financement intérieur	967,4	399,2	378,3
FMI	152,5	76,2	78,1	Investissement FIMR		3,1	3,1
Banque Mondiale	55,0	0,0	0,0	Projets C2D	158,7	63,5	27,5
AFD (C2D)	0,0	79,4	79,4	Couverture Maladie Universelle (CMU)	4,5	2,3	2,3
BAD		0,0	0,0				
UE	13,4	0,0	0,0				
Gouvernement Espagnol (C2D)	11,1	0,0	0,0				
Financement extérieur	940,2	354,1	373,7	Financement extérieur	940,2	354,1	373,7
Dons-projets	780,4	71,9	51,6	Dons-projets	159,8	71,9	51,6
Emprunts-projets	159,8	282,1	322,1	Emprunts-projets	780,4	282,1	322,1
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		66,2	65,7	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		66,2	65,7
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		49,8	49,8	Remboursement de crédits de TVA		49,8	49,8
TVA secteur électricité		16,5	15,9	Reversement TVA au secteur électricité		16,5	15,9
TOTAL GENERAL	6 606,8	3 345,9	3 132,2	TOTAL GENERAL	6 606,8	3 153,3	3 211,4

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2019)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 794,6	1 809,0	14,3
<u>DGI</u>	<u>983,7</u>	<u>983,8</u>	<u>0,0</u>
Impôts directs	567,0	550,2	-16,8
BIC pétrole et gaz	23,2	49,6	26,4
- BIC pétrole	0,0	27,8	27,8
- BIC gaz	23,2	21,7	-1,5
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	543,8	500,7	-43,1
- BIC hors pétrole	243,2	196,2	-46,9
- Impôt synthétique et AIRSI	12,8	10,4	-2,4
Impôts sur revenus et salaires	267,8	261,2	-6,6
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	20,1	32,8	12,8
Impôts indirects	416,7	433,5	16,8
TVA (hors part secteur électricité)	216,4	222,4	6,0
TOB	37,3	34,8	-2,6
Taxes sur boissons et tabacs	24,6	26,1	1,5
Droits d'enregistrement et de timbre	65,5	65,6	0,2
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>18,3</i>	<i>19,9</i>	<i>1,6</i>
Patentes et Licences	18,2	19,1	0,9
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	11,9	11,9
Taxe d'exploitation du gaz	9,9	9,3	-0,6
Taxes sur les télécommunications	24,7	25,6	0,9
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	11,5	10,2	-1,3
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	7,8	7,3	-0,5
Accises et autres taxes indirectes	1,0	1,3	0,3
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>
<u>TRESOR</u>	<u>4,4</u>	<u>5,7</u>	<u>1,4</u>
Impôts directs	3,6	5,3	1,7
Impôts sur revenus et salaires	3,6	5,3	1,7
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,8	0,4	-0,4
Timbres et vignettes	0,8	0,1	-0,7
Autres indirects	0,0	0,3	0,3
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>806,5</u>	<u>819,4</u>	<u>12,9</u>
Droits et taxes à l'importation	578,8	598,5	19,7
Taxes sur produits pétroliers	167,4	181,9	14,5
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	411,4	416,6	5,2
Taxes à l'exportation	227,7	221,0	-6,7

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Ministères et Institutions (hors dépenses "sécurité et élection")

MINISTERE/INSTITUTION	Dotation 2019 (Budget)	Dotation 2019 (Budget ajusté)	Exécution fin juin 2019	Taux d'exécution	
				Base budget	base budget ajusté
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	450 000 000	450 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	250 000 000	250 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	3 153 295 519	3 153 295 519	67 377 672	2,1%	2,1%
Ministère de l'Artisanat	490 000 000	490 000 000	10 500 000	2,1%	2,1%
Ministère des Affaires Etrangères	5 713 689 530	5 713 689 530	133 250 600	2,3%	2,3%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de L'Extérieur	370 000 000	370 000 000	13 780 000	3,7%	3,7%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	27 170 629 661	27 170 629 661	1 763 946 039	6,5%	6,5%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8 832 139 183	8 832 139 183	732 373 945	8,3%	8,3%
Ministère des Eaux et Forêts	3 882 423 083	3 882 423 083	404 480 721	10,4%	10,4%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	534 000 000	534 000 000	59 500 000	11,1%	11,1%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	154 429 221 956	154 429 221 956	21 671 542 330	14,0%	14,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	454 567 000	454 567 000	78 009 046	17,2%	17,2%
Ministère de l'Hydraulique	72 283 745 635	72 283 745 635	12 895 237 645	17,8%	17,8%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 462 760 205	13 462 760 205	2 510 362 884	18,6%	18,6%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	149 238 053 567	104 158 705 136	28 661 412 411	19,2%	27,5%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	19 044 216 000	19 044 216 000	4 069 058 511	21,4%	21,4%
Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité	38 516 068 583	38 516 068 583	8 507 954 191	22,1%	22,1%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	213 300 000	213 300 000	50 524 780	23,7%	23,7%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	62 883 754 249	62 883 754 249	17 268 907 235	27,5%	27,5%
Ministère du Plan et du Développement	5 391 305 134	5 391 305 134	1 680 786 597	31,2%	31,2%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	44 131 668 126	44 131 668 126	14 295 986 499	32,4%	32,4%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	684 002 867 274	684 002 867 274	235 385 820 174	34,4%	34,4%
Représentation Nationale	690 641 166	690 641 166	241 655 344	35,0%	35,0%
Ministère des Sports	35 604 953 642	35 604 953 642	12 677 659 943	35,6%	35,6%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	90 899 051 126	90 899 051 126	33 272 056 845	36,6%	36,6%
Primature et Services Rattachés	32 210 144 773	32 210 144 773	11 877 030 487	36,9%	36,9%
Ministère des Transports	49 654 387 483	49 654 387 483	18 326 637 646	36,9%	36,9%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte contre la Pauvreté	13 622 178 269	13 622 178 269	5 234 869 423	38,4%	38,4%
Ministère de la Fonction Publique	672 000 000	672 000 000	261 200 000	38,9%	38,9%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissements Privé	4 500 000 000	4 500 000 000	1 909 300 000	42,4%	42,4%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	5 455 442 609	5 455 442 609	2 348 772 005	43,1%	43,1%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	296 838 341 310	296 838 341 310	130 406 627 361	43,9%	43,9%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	77 161 600 501	77 161 600 501	34 607 872 191	44,9%	44,9%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, chargé de la Promotion des PME	550 000 000	550 000 000	262 479 999	47,7%	47,7%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	44 377 635 017	44 377 635 017	22 218 772 523	50,1%	50,1%
Ministère de L'Economie et des Finances	16 485 642 530	16 485 642 530	8 628 338 252	52,3%	52,3%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	8 937 202 605	8 937 202 605	5 265 798 352	58,9%	58,9%
Présidence de la République	28 100 725 395	28 100 725 395	17 696 126 140	63,0%	63,0%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	4 250 537 942	4 250 537 942	2 848 096 972	67,0%	67,0%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	21 670 102 941	21 670 102 941	17 439 834 003	80,5%	80,5%
Ministère de la Communication et des Médias	8 705 304 520	8 705 304 520	8 381 649 205	96,3%	96,3%
Cour des Comptes	400 000 000	400 000 000	399 952 030	100,0%	100,0%
Cour Suprême	200 000 000	200 000 000	199 988 813	100,0%	100,0%
Commission Electorale Indépendante	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100,0%	100,0%
Total hors CS	2 035 983 596 534	1 990 904 248 103	684 865 528 815	33,6%	34,4%
Comptes spéciaux	160 876 000 000	160 876 000 000	67 148 000 000	41,7%	41,7%
Total Général	2 196 859 596 534	2 151 780 248 103	752 013 528 815	34,2%	34,9%

¹ En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN JUIN 2019

(En FCFA)				
DOMAINES	2018	2019		
	Réalisation	Objectif Annuel	Objectif fin juin	Exécution
	à fin 2018			
01 Agriculture et développement rural	79 081 607 354	120 312 806 588	27 403 477 558	48 474 368 964
01.0 Administration générale	39 811 123 578	76 043 709 424	15 729 294 375	24 242 027 255
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	4 526 739 856	15 887 752 911	1 735 928 525	3 550 969 259
01.2 Formation et encadrement	14 238 594 465	14 405 017 655	6 131 629 171	16 542 375 161
01.3 Aménagement hydro-agricole	7 131 832 678	1 436 326 598	671 625 488	1 003 997 289
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	13 373 316 777	12 540 000 000	3 135 000 000	3 135 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	12 086 752 487	17 877 018 191	7 727 748 185	4 682 387 493
02.0 Administration générale / formation et encadrement	7 770 224 942	8 069 532 323	3 874 408 799	3 943 287 375
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 818 987 299	1 141 298 290	485 847 157	507 179 782
02.2 Pêche et aquaculture	2 497 540 246	8 666 187 578	3 367 492 229	231 920 336
03 Education	1 194 451 418 844	1 315 560 109 823	607 719 450 353	564 981 890 152
03.0 Administration générale	26 896 398 992	25 594 844 596	11 622 840 096	18 176 990 968
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	527 995 689 628	557 007 736 161	275 005 112 478	256 039 736 964
03.2 Alphabétisation	439 051 007	451 957 329	175 330 602	29 565 593
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	407 773 655 749	481 863 643 309	214 976 811 721	166 083 444 394
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	231 346 623 468	250 641 928 428	105 939 355 455	124 652 152 233
04 Santé	305 583 559 857	376 303 806 792	167 069 896 545	138 349 045 705
04.00 Administration générale santé	174 093 180 393	192 003 509 847	90 397 472 014	91 540 689 748
04.01 Système de santé primaire	60 915 975 433	73 092 125 369	30 279 620 784	25 663 660 056
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	4 524 269 654	1 500 000 000	570 738 089	186 787 805
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	14 776 899 337	36 099 873 750	13 749 344 438	343 181 430
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	760 620 421	12 643 574 793	4 907 405 839	29 195 447
04.05 VIH/SIDA	11 889 943 867	18 487 058 366	6 795 352 128	268 620 384
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	38 622 670 752	42 477 664 667	20 369 963 255	20 316 910 835
05 Eau et Assainissement	57 568 617 761	99 973 664 876	19 495 540 411	27 989 610 330
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	49 102 822 925	40 352 149 961	11 981 951 374	22 990 339 833
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	8 465 794 836	59 621 514 915	7 513 589 037	4 999 270 497
06 Energie	189 458 608 680	131 231 391 096	95 129 507 727	114 794 705 700
06.1 Accès à l'électricité	189 458 608 680	131 231 391 096	95 129 507 727	114 794 705 700
07 Routes et ouvrages d'art	426 659 068 562	296 756 009 782	116 618 619 303	242 756 925 075
07.1 Entretien pistes rurales	28 421 475 403	2 362 667 070	898 976 058	11 994 745 305
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	15 241 798 157	1 000 000 000	380 492 059	2 600 525 456
07.3 Autres travaux routiers	382 995 795 002	293 393 342 712	115 339 151 186	228 161 654 314
08 Affaires Sociales	24 576 892 910	39 186 056 344	17 522 902 818	14 888 860 009
08.0 Administration générale	16 396 889 801	18 248 796 462	8 415 164 039	12 579 168 868
08.1 Formations destinées aux femmes	1 077 517 875	461 005 479	197 632 211	815 005 228
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 831 575 053	3 344 577 359	1 432 117 784	810 583 056
08.3 Formation au personnel d'appui	1 532 578 922	1 499 223 102	725 161 936	297 461 951
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 738 331 259	15 632 453 942	6 752 826 849	386 640 906
09 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	13 691 718 923	33 591 380 215
09.1 Décentralisation	59 632 931 163	76 536 733 977	13 691 718 923	33 591 380 215
10 Reconstructions et réhabilitations	8 805 296 159	9 483 702 707	564 537 098	643 627 051
10.1 Reconstruction et réhabilitation		300 000 000	114 147 618	
10.2 Habitat et logements sociaux	8 805 296 159	9 183 702 707	450 389 480	643 627 051
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	3 536 948 975	22 271 964 393	8 696 489 711	1 770 499 279
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 425 982 215	21 080 050 545	8 170 993 918	1 185 741 146
11.2 Appui et suivi DSRP				
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 110 966 760	1 191 913 848	525 495 793	584 758 133
TOTAL	2 361 441 702 752	2 505 493 264 569	1 081 639 888 633	1 192 923 299 973

Source: SIGFiP-DGBF